

Nîmes, le 16 septembre 2020

**Arrêté n° 30-2020-09-16-002
prorogeant l'obligation du port du masque
dans 16 communes du département du Gard**

**Le Préfet du Gard
Chevalier de la Légion d'Honneur**

- VU** le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-1 et L. 3136-1 ;
- VU** le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2212-2 et L. 2215-1 ;
- VU** le code de la sécurité intérieure ;
- VU** le code pénal ;
- VU** le code de procédure pénale ;
- VU** la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 modifiée d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 ;
- VU** la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 modifiée prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions ;
- VU** la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire et la décision n°2020-803 du 9 juillet 2020 du Conseil constitutionnel ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du Président de la République du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Didier LAUGA préfet du Gard ;
- VU** le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans les territoires sortis de l'état d'urgence sanitaire et dans ceux où il a été prorogé ;
- VU** les arrêtés préfectoraux portant obligation du port du masque sur la voie publique et dans les lieux ouverts au public, au sein des périmètres à forte fréquentation des communes d'Aigues-Mortes, Alès, Anduze, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Bellegarde, Le Grau du Roi, Les Angles, Marguerittes, Nîmes, Pont St Esprit, Rochefort du Gard, St Gilles, Uzès, Vauvert et Villeneuve-les-Avignon ;
- VU** l'avis de l'Agence régionale de santé (ARS) Occitanie, délégation départementale du Gard, en date du 16 septembre 2020 ;
- VU** les circonstances exceptionnelles découlant de l'épidémie de covid-19 ;
- VU** l'urgence ;

CONSIDÉRANT que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (COVID-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale en raison du caractère pathogène et contagieux du virus SARS-COV-2 ;

CONSIDÉRANT que la loi n°2020-856 du 9 juillet 2020 organisant la sortie de l'état d'urgence prévoit, à son article 1^{er}, d'une part, que le Premier ministre peut réglementer l'ouverture au public, y compris les conditions d'accès et de présence, de certains établissements et, d'autre part, qu'il peut habiliter les préfets à prendre toutes mesures générales ou individuelles d'application de cette réglementation ;

CONSIDÉRANT que, sur ce fondement, le décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié réglemente l'ouverture au public de certains établissements recevant du public et l'exercice de certaines activités ; que l'article 1^{er} du décret habilite notamment le préfet de département à rendre le port du masque obligatoire, sauf dans les locaux d'habitation, lorsque les circonstances locales l'exigent ;

CONSIDÉRANT que le département du Gard est identifié comme zone de circulation active du virus et que, dans ce contexte le préfet de département peut aux seules fins de lutter contre la propagation du virus, prendre les mesures définies par les dispositions de l'article 50 du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 susvisé ;

CONSIDÉRANT l'urgence et la nécessité qui s'attachent à la prévention de tout comportement de nature à augmenter ou à favoriser les risques de contagion, en particulier sur les espaces publics à forte fréquentation et, par suite, propices à la circulation du virus ;

CONSIDÉRANT, en outre, qu'une hausse des contaminations et un afflux massif de patients seraient de nature à détériorer les capacités d'accueil du système médico-hospitalier départemental ;

CONSIDÉRANT que l'intérêt de la santé publique justifie de prendre des mesures proportionnées aux risques encourus et appropriées aux circonstances afin de prévenir et limiter les conséquences et les menaces possibles sur la santé de la population ;

CONSIDÉRANT que, par son avis en date du 16 septembre 2020, l'agence régionale de santé recommande d'imposer le port du masque pour réduire la circulation du virus et éviter la diffusion de l'épidémie dans la population générale ;

CONSIDÉRANT que le port du masque obligatoire, pour les personnes de 11 ans ou plus, dans l'espace public constitue une mesure de nature à limiter le risque de circulation du virus ;

CONSIDÉRANT que, dans ces circonstances et compte tenu des éléments précités, il y a lieu de proroger l'obligation du port du masque dans les périmètres à forte fréquentation des communes d'Aigues-Mortes, Alès, Anduze, Bagnols-sur-Cèze, Beaucaire, Bellegarde, Le Grau du Roi, Les Angles, Marguerittes, Nîmes, Pont St Esprit, Rochefort du Gard, St Gilles, Uzès, Vauvert et Villeneuve-les-Avignon ;

CONSIDÉRANT que, sur le fondement de l'article 44 du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 modifié, l'obligation de port du masque ne s'applique pas à la pratique des activités sportives tant en extérieur qu'en intérieur ;

CONSIDÉRANT que l'obligation de port du masque ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus ;

Sur proposition de Madame la Directrice de cabinet ;

ARRÊTE

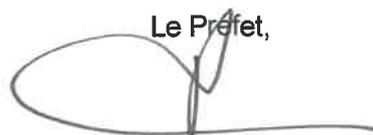
Article 1^{er} : La mention « *jusqu'au dimanche 20 septembre 2020 inclus* » figurant à l'article 1 des arrêtés portant obligation du port du masque au sein des communes précisées ci-après est remplacée par la mention « *jusqu'au samedi 31 octobre inclus* ».

- Aigues-Mortes : arrêté n°30-2020-08-13-001 du 13 août 2020 ;
- Alès : arrêté n°30-2020-08-13-003 du 13 août 2020 ;
- Anduze : arrêté n°30-2020-08-14-007 du 14 août 2020 ;
- Bagnols-sur-Cèze : arrêté n°30-2020-08-14-001 du 14 août 2020 ;
- Beaucaire : arrêté n°30-2020-08-13-004 du 13 août 2020 ;
- Bellegarde : arrêté n°30-2020-08-14-006 du 14 août 2020 ;
- Le Grau du Roi : arrêté n°30-2020-08-13-002 du 13 août 2020 ;
- Les Angles : arrêté n°30-2020-08-17-001 du 17 août 2020 ;
- Marguerittes : arrêté n°30-2020-08-14-004 du 14 août 2020 ;
- Nîmes : arrêté n°30-2020-08-14-003 du 14 août 2020 ;
- Pont St Esprit : arrêté n°30-2020-08-14-002 du 14 août 2020 ;
- Rochefort du Gard : arrêté n°30-2020-08-14-008 du 14 août 2020 ;
- St Gilles : arrêté n°30-2020-08-14-005 du 14 août 2020 ;
- Uzès : arrêté n°30-2020-08-14-010 du 14 août 2020 ;
- Vauvert : arrêté n°30-2020-08-14-009 du 14 août 2020 ;
- Villeneuve-les-Avignon : arrêté n°30-2020-08-14-011 du 14 août 2020.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Gard. Il sera consultable sur le site internet de la préfecture du Gard (www.gard.gouv.fr) et fera l'objet d'une large diffusion auprès du public, par toute voie de communication disponible, notamment d'un affichage en bordure et au sein du périmètre défini à l'article 1.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du préfet du Gard (préfecture du Gard 30045 Nîmes Cedex 9), d'un recours hiérarchique adressé à Monsieur le ministre de l'intérieur - place Beauvau 75 800 Paris) ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Telerecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 : La directrice de cabinet du préfet du Gard, les sous-préfets d'Alès et du Vigan, le directeur départemental de la sécurité publique du Gard, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie du Gard, les maires et présidents d'EPCI du Gard concernés, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet,

Didier LAUGA